

## L'instabilité politique fait déjà payer un lourd tribut aux entreprises françaises

Louise Darbon

Investissement en recul, commandes annulées, embauches gelées, le risque d'un engrenage délétère pèse sur l'économie.

« Il faut être fou pour investir et embaucher aujourd'hui », lâche un patron industriel, alors que la France attend toujours le nom du prochain locataire de Matignon. Depuis plusieurs mois déjà, les entreprises sont fébriles et inquiètes d'une impasse politique dont on ne voit pas l'issue. Bien que refroidi par un projet de loi de finances pour 2025 qui, à ses yeux, mettait fin à la politique de l'offre menée par Emmanuel Macron en faveur des entreprises, le patronat français est ébranlé par la chute du gouvernement de Michel Barnier. Le budget en préparation prévoyait certes une contribution exceptionnelle pour les plus grandes entreprises et une hausse du coût du travail (déjà parmi les plus hauts d'Europe) mais les patrons français s'accordent à dire qu'il valait mieux un mauvais budget qu'une absence de budget. « La censure décalerait le redémarrage de notre économie en nous faisant basculer dans un "no man's land" de l'indécision », alertait déjà François Asselineau, le président de la Confédération des PME, fin novembre dans *Le Figaro*.

À l'approche de Noël, l'ambiance dans le milieu patronal est donc loin d'être à la fête. « À partir des remontées qui viennent du terrain et avec ma propre entreprise (Martin Belaysoud, NDLR), j'ai une perception réactive de la conjoncture. Et si l'on regarde la situation en instantané, j'affirme que nous sommes en légère récession », alerte ainsi Patrick Martin, le président du Medef. « De tous les indicateurs, celui de l'investissement est le plus tragique, en

« De tous les indicateurs, celui de l'investissement est le plus tragique, en baisse de trois points sur un an »

Patrick Martin  
Président du Medef



« On retrouve les mêmes réflexes que lors du Covid. Les entreprises moyennes, comme grandes, repoussent le paiement des factures par peur de ce qui pourrait arriver »

Pierre Pelouzet  
Médiateur  
des entreprises

baisse de trois points sur un an. Et on le voit partout : les mises en chantier au niveau des logements sont au niveau de 1953, le taux d'utilisation des capacités productives est descendu à son niveau de 2010, les entreprises restreignent, annulent leurs commandes... », liste le patron des patrons qui tient l'instabilité politique pour responsable d'une bonne part

**56 %**

des dirigeants de TPE et de PME estiment que l'incertitude politique pèse sur leur activité, selon Bpifrance Le Lab - Rexecode

de ce blocage. D'autant plus qu'on « ne voit pas clairement de porte de sortie » à ce marasme politique, s'inquiète-t-il.

Les enquêtes d'opinion auprès des chefs d'entreprise se suivent, se ressemblent et s'aggravent à mesure que la France, après la chute du gouvernement, s'enfoncé dans une crise politique durable. Alors que 56 % des dirigeants de TPE et PME en France estiment que l'incertitude pèse sur leur activité selon la dernière enquête trimestrielle Bpifrance Le Lab/Rexecode, 45 % des petits patrons comptent reporter leurs projets d'investissement et 21 % prévoient de les annuler. Même chose sur le front de l'embauche où 35 % des sondés reportent leurs intentions d'embauche et 19 % les annulent.

Cette tendance ne se cantonne d'ailleurs pas aux petites entreprises, mais touche aussi celles de taille intermédiaire (ETI). Moins de deux tiers de ces entreprises déclaraient cet automne avoir lancé ou pensé lancer un projet de croissance organique en 2024, contre trois quarts au mois de juin, selon le récent baromètre Meti/Banque palatine. Et pour ajouter à l'inquiétude, sur un an, la part des ETI qui a vu son chiffre d'affaires baisser a bondi de 166 %, et le pourcentage de celles dont la rentabili-

té s'est dégradée, de 137 %. Et la trésorerie se resserre pour plus de 40 % des ETI en cette fin d'année. Dans les plus petites entreprises, le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie plonge aussi, atteignant son plus bas niveau jamais relevé (hors Covid) par Bpifrance depuis 2018. Une litanie de signaux qui laisse craindre le pire pour l'économie française, alors que les faillites approchent les 65 000.

Et pourtant, les données réelles sur l'économie ne sont pas si alarmantes,



**« La censure décalerait le redémarrage de notre économie en nous faisant basculer dans un "no man's land" de l'indécision »**

**François Asselineau**  
Président de la CPME,  
fin novembre,  
avant la censure

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO, IPS PRESS/ANAPPPH-PHOTOPOURLEPARISIEN/ANAPPPH

nombre d'observateurs signalant que, malgré un horizon sombre, les fondamentaux demeurent solides. Pour preuve, la Banque de France se veut rassurante sur la trésorerie des entreprises qui demeure à un niveau supérieur à celui de 2019, avant la crise sanitaire. Consciente de la divergence entre la perception et le niveau effectivement mesuré de trésorerie, l'institution bancaire a croisé ses données, concluant dans une note que « le niveau de trésorerie jugé normal par les chefs d'entreprise est aujourd'hui plus élevé qu'en 2019 », selon Louis Charlot, data scientist à la Banque de France.

Cette réévaluation à la hausse du niveau de trésorerie jugé normal, « peut

être liée à un principe de précaution qui veut que face aux multiples chocs, les entreprises éprouvent le besoin d'avoir un matelas de trésorerie plus important pour faire face à l'incertitude. Mais cela peut être également dû à une perception de la trésorerie qui exclut les prêts garantis par l'État », avance l'expert. Le remboursement de ces derniers ne posant d'ailleurs pas de problème significatif pour l'instant, selon la médiation du crédit. Mais quelle qu'en soit la raison, ce besoin de plus de liquidité n'est pas sans conséquence sur l'économie.

Depuis des mois, les délais de paiement repartent à la hausse. Selon une récente étude du cabinet ARC, les retards atteindraient leur plus haut niveau depuis dix ans, à 17,5 jours en

2024, soit 2,5 jours de plus qu'en 2023. « L'entreprise qui sent sa trésorerie se tendre et qui n'obtient pas de financement de ses besoins en trésorerie de la part de sa banque va utiliser les délais de paiement comme variable d'ajustement. En cela, l'allongement des délais matérialise bel et bien la crise », explique Denis Le Bossé, président du cabinet ARC. « On retrouve, dans une proportion moindre, les mêmes réflexes que lors du Covid, ajoute le médiateur des entreprises, Pierre Pelouzet. Les entreprises, moyennes comme grandes, repoussent le paiement des factures par peur de ce qui pourrait arriver. Un réflexe similaire à celui des Français qui faisaient des stocks de nourriture à la veille des confinements. » Or, cet excès

**17,5 jours**

**Retard moyen de paiements en 2024, en hausse de 2,5 jours sur un an selon ARC**

de prudence a des effets en cascade sur la chaîne des fournisseurs, victimes de ces retards. « Une entreprise payée au-delà des 60 jours a 25 % de chances de plus de faire faillite. Et au-delà de 90 jours, le risque passe à 40 % », rappelle Nicolas Flouriou, président de

l'Association des crédits managers et conseils (AFDCC).

Pour remédier à cet engrenage délétère né d'une confiance dans l'économie réduite à peu de chagrin, Pierre Pelouzet invite les entreprises à « recréer de la confiance entre elles ». « Les délais de paiement, ce n'est pas l'État qui en est responsable. Or, les entreprises ont tendance à trop se tourner vers l'extérieur du monde économique, à se figer dans leur perception d'un climat global, et à en oublier que l'économie se fait avant tout entre acteurs économiques », regrette le médiateur. « La clé est donc de recréer de la confiance entre les entreprises, pour apaiser les crises au lieu de les aggraver en adoptant les mauvais réflexes », conclut-il. ■